

CONSEIL DEPARTEMENTAL**Réunion de la Commission permanente**

- Procès-verbal sommaire de la réunion de la Commission permanente du 26 juin 2015..... 658

DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

- Arrêté n° 2015-258 - RD N° 8043 - Réglementation de circulation du PR 18+770 au PR 18+860 sur le territoire de la commune de SACHY 668
- Arrêté n° 2015-259 - RD N° 991 - Réglementation de circulation du PR 13+800 au PR 16+000 sur le territoire des communes de BAALONS et MAZERNY 670
- Arrêté n° 2015-260 - RD N° 985 du PR 60+935 au PR 61+040 et RD N° 8043 du PR 63+000 au PR 63+195 - Réglementation de circulation sur le territoire de la commune de TREMBLOIS LES ROCROI 672
- Arrêté n° 2015-261 - RD N° 47 - Réglementation de circulation du PR 1+190 au PR 1+300 sur le territoire des communes de HIERGES et de VIREUX MOLHAIN 674
- Arrêté n° 2015-262 - RD N° 17 - Interdiction de circuler du PR 7+595 au PR 10+237 sur le territoire des communes de FRANCHEVAL et POURU-AUX-BOIS..... 676
- Arrêté permanent n° 2015-263 - RD N° 41 - Priorité de passage par panneaux « B15 et C18 » du PR 30+789 au PR 30+870 sur le territoire des communes de TERMES et SENUC..... 678
- Arrêté permanent n° 2015-265 - RD N° 130 - Interdiction de circuler du PR 3+304 au PR 4+714 sur le territoire de la commune de LA BERLIERE 680
- Arrêté n° 2015-266 - RD N° 24 - Interdiction de circuler du PR 30+700 au PR 32+331 sur le territoire de la commune de LA BERLIERE 682
- Arrêté n° 2015-267 - RD N° 28 - Interdiction de circuler du PR 22+362 au PR 23+305 sur le territoire de la commune de LA SABOTTERIE..... 684
- Arrêté n° 2015-268 - RD N° 1 - Réglementation de circulation du PR 1+450 au PR 2+75 sur le territoire de la commune de CHARLEVILLE-MEZIERES 686
- Arrêté n° 2015-269 - RD N° 39 et 139 - Réglementation de circulation - RD N° 39 : du PR 1+290 au PR 1+780 ; RD N° 139 : du PR 0+000 au PR 0+250 sur le territoire de la commune de WARCQ..... 688
- Arrêté n° 2015-270 - Prolongation de délai de l'arrêté N° 2015-230 - RD N° 16 - Interdiction de circuler du PR 12+982 au PR 16+099 sur le territoire des communes de BELVAL et WARCQ 690
- Arrêté n° 2015-271 - RD N° 21 - Réglementation de circulation du PR 44+225 au PR 44+425 sur le territoire de la commune de CHALLERANGE 692
- Arrêté n° 2015-275 - RD N° 4 - Interdiction de circuler du PR 58+632 au PR 61+801 sur le territoire des communes de LANDRES SAINT GEORGES et SOMMERANCE..... 694

- Arrêté n° 2015-276 - RD N° 31 - Réglementation de circulation du PR 17+610 au PR 17+690 sur le territoire de la commune de BOURG-FIDELE	696
- Arrêté n° 2015-277 - RD N° 22D - Réglementation de circulation - Limitation de vitesse à 70KM/H du PR 1+285 au PR 1+580 sur le territoire des communes de ROCROI et de TAILLETTE.....	698
- Arrêté n° 2015-278 - RD N° 4 - Interdiction de circuler du PR 53+699 au PR 57+206 sur le territoire des communes de BAYONVILLE, REMONVILLE et LANDRES SAINT GEORGES	700
- Arrêté n° 2015-279 - RD N° 54 - Interdiction de circuler du PR 16+000 au PR 19+200 sur le territoire de la commune de SOMMERANCE	702
- Arrêté n° 2015-280 - Annule et remplace l'arrêté n° 2015-279 - RD N° 54 - Interdiction de circuler du PR 16+000 au PR 19+200 sur le territoire de la commune de SOMMERANCE.....	704
- Arrêté n° 2015-284 - RD N° 27 - Réglementation de circulation du PR 28+095 au PR 28+295 sur le territoire de la commune de LAUNOIS-SUR-VENCE	706
- Arrêté n° 2015-285 - RD N° 31D - Interdiction de la circulation du PR 1+580 au PR 1+770 sur le territoire de la commune de HAULME	708
- Arrêté n° 2015-286 - RD N° 13 - Interdiction de la circulation du PR 16+500 au PR 17+090 sur le territoire de la commune de LES HAUTES RIVIERES	710
- Arrêté n° 2015-287 - Prolongation de délai de l'arrêté n° 2015-275 - RD N° 4 - Interdiction de circuler du PR 58+632 au PR 61+801 sur le territoire des communes de LANDRES SAINT GEORGES et SOMMERANCE	712
- Arrêté n° 2015-288 - RD N° 39 et 139 - Réglementation de circulation - du PR 1+475 au PR 1+550 pour la RD N° 39 ; du PR 0+000 au PR 0+215 pour la RD N° 139 sur le territoire des communes de WARCQ et PRIX LES MEZIERES	714

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Procès-verbal du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail - Réunion du lundi 11 mai 2015.....	716
- Arrêté n° 2376 portant prolongation de la validité de la liste d'aptitude du 15 mai 2014 pour l'accès au grade d'attaché territorial de M. VERITA Alain.....	722

AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE

- Arrêté portant délégation de signature à M. Bruno DEDION	723
--	-----

DIRECTION DES SOLIDARITES

- Arrêté n° 2015-272 modifiant l'arrêté n° 2015-36 du 20 février 2015 relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil « Les P'tits loups » de DOUZY	725
- Arrêté n° 2015-273 modifiant l'arrêté n° 2015-46 du 9 mars 2015 relatif au fonctionnement du multi-accueil « les Moussaillons » à MOUZON	728

- Arrêté n° 2015-274 fixant la dotation 2015 de l'établissement « EDPAMS SAVS SAMSAH » à BELLEVILLE et CHATILLON SUR BAR géré par l'organisme gestionnaire « EDPAMS » 731
- Arrêté n° 2015-281 portant constitution de la Commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur les demandes d'agrément des personnes qui souhaitent adopter un enfant pupille de l'Etat ou un enfant étranger..... 733
- Arrêté n° 2015-282 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement "EHPAD CCAS" à CHARLEVILLE-MEZIERES géré par l'organisme gestionnaire "CCAS CHARLEVILLE-MEZIERES" 736
- Arrêté n° 2015-283 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement "EHPAD MARIE BLAISE" à SIGNY LE PETIT géré par l'organisme gestionnaire "EHPAD MARIE BLAISE" 739
- Arrêté n° 2015-264 ANNULÉ.

**PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU
26 JUIN 2015**

DIRECTION DE L'ACTION CULTURELLE, EDUCATIVE ET SPORTIVE

**2015.06.186 - RELIQUATS DE CREDITS DE SUBVENTIONS "ACTIONS VOLONTAIRES" DU
COLLEGE DE FUMAY**

La Commission permanente

DECIDE de déspecialiser les reliquats de crédits de subventions "actions volontaires" attribuées au collège de FUMAY, pour le financement des projets départementaux d'actions éducatives.

**2015.06.187 - PROGRAMME DE PREFIGURATION DU PLAN NUMERIQUE NATIONAL DANS
LES COLLEGES ARDENNAIS**

La Commission permanente :

- PREND ACTE du Programme de préfiguration du Plan Numérique à la rentrée scolaire 2015-2016 sur les collèges Le Lac de Sedan et Vouziers-Le Chesne et des informations concernant ce Plan Numérique National ;

- REFUSE :

- la mobilisation du crédit TICE voté au Budget primitif de 2015 pour l'achat de l'équipement numérique correspondant à cette expérimentation, et ce, dans l'attente de la subvention de l'Etat,
- le lancement d'un appel à projets auprès des collèges privés et publics ardennais volontaires à l'attribution d'une classe numérique mobile avec le crédit restant disponible.

2015.06.188 - CONCESSION DE LOGEMENT DANS LES COLLEGES

Avis de demande de dérogation - Année scolaire 2014/2015

La Commission permanente

DECIDE, après avoir examiné la demande de dérogation à l'obligation de résider, présentée par un personnel logé par nécessité absolue de service, dans le collège d'ATTIGNY, pour l'année scolaire 2014-2015, d'émettre l'avis indiqué dans le tableau joint en annexe à la délibération.

**2015.06.189 - CONVENTION D'UTILISATION DES LOCAUX DURANT LE TEMPS SCOLAIRE
Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes 2015**

La Commission permanente :

- AUTORISE la mise à disposition à l'association Les Petits Comédiens de Chiffons, du gymnase du collège Arthur Rimbaud à CHARLEVILLE-MEZIERES, du 7 septembre au 1^{er} octobre 2015 inclus, à l'occasion de l'organisation de l'édition 2015 du Festival Mondial des Théâtres de Marionnettes ;

- APPROUVE la convention-type à intervenir, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;

- AUTORISE le Président à signer ce document, ainsi que tout acte relatif à ce dossier.

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ECONOMIE

2015.06.190 - ID CHAMPAGNE-ARDENNE - Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative au partenariat existant avec ID Champagne-Ardenne, Agence pour l'Innovation et le Développement Economique.

**2015.06.191 - EVOLUTION DU SERVICE D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LES DOMAINES
DE L'EAU (SATE) ET PREMIERE REPARTITION DES CREDITS DE SOLIDARITE URBAIN-
RURAL (SUR)**

La Commission permanente :

- DONNE ACTE au Président de la communication relative à l'évolution du Service d'Assistance Technique dans les domaines de l'Eau (SATE) ;

- APPROUVE la proposition de répartition des crédits de Solidarité Urbain-Rural (SUR) par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, telle qu'elle figure en annexe à la délibération.

DIRECTION DES SOLIDARITES

2015.06.192 - PLACEMENT D'UN ADULTE HANDICAPE EN ETABLISSEMENT SPECIALISE EN BELGIQUE (AF)

La Commission permanente :

- APPROUVE l'admission de Mademoiselle AF au Foyer de vie "Le Fourneau David-Les Iris" de VIRTON (Belgique), pour la période du 1^{er} août 2014 au 30 septembre 2018 ;
- PREND ACTE que cet établissement est agréé par l'Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées (AWIPH) ;
- AUTORISE le Président à signer, l'établissement n'étant pas tarifé par le Conseil départemental, la convention nominative d'admission à passer avec l'établissement, telle qu'elle figure en annexe à la délibération.

DIRECTION DES FINANCES

2015.06.193 - GROUPEMENT DE COMMANDES DE FOURNITURES D'ELECTRICITE Approbation d'une convention

La Commission permanente, dans le cadre d'actions de mutualisation visant une rationalisation des dépenses :

- APPROUVE la convention constitutive des groupements de commandes entre le Conseil départemental des Ardennes et la Communauté d'agglomération de CHARLEVILLE-MEZIERES / SEDAN, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ce document, ainsi que tout acte à intervenir.

2015.06.194 - ADMISSIONS EN NON-VALEUR

La Commission permanente :

- DECIDE d'arrêter le montant total des titres à admettre en non-valeur, conformément aux tableaux joints en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à procéder aux régularisations comptables correspondantes.

2015.06.195 - DACES - PÔLES SCOLAIRES - Deuxième répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en faveur de la constitution de pôles scolaires intercommunaux du premier degré :

- DECIDE d'attribuer des subventions :
 - au SIVU du pôle scolaire de MARGUT pour des travaux de réfection des conduites de chauffage du pôle scolaire,
 - à la Communauté de Communes Ardennes Thiérache pour la construction d'un pôle scolaire maternel à ETEIGNIERES,
 - à la commune d'AUBRIVES pour la construction d'un pôle scolaire maternel et élémentaire à AUBRIVES,
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.196 - DACES - ACTIONS VOLONTAIRES EN DIRECTION DES ECOLES Classes vertes - Troisième répartition 2015

La Commission permanente, au titre de la participation du Conseil départemental aux frais de fonctionnement de "classes vertes" supportés par les établissements scolaires :

- DECIDE d'attribuer des subventions au bénéfice d'écoles maternelles et primaires pour des séjours réalisés dans sept centres, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.197 - DACES - AIDES AUX FORMATIONS BAFA, BAFD ET BNSSA
Cinquième répartition de l'exercice budgétaire 2015

La Commission permanente, au titre de l'aide du Conseil départemental en faveur des Ardennais suivant une formation BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur), BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur) ou BNSSA (Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique) :

- DECIDE d'accorder des aides, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.198 - DACES - AIDE AU DEVELOPPEMENT DU SPORT SCOLAIRE DANS L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE - Subventions de fonctionnement 2015

La Commission permanente, au titre de l'aide au développement du sport scolaire dans l'enseignement du premier degré :

- DECIDE d'attribuer des subventions de fonctionnement au Comité Départemental USEP ainsi qu'à 23 associations sportives des écoles, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.199 - DACES - MANIFESTATIONS SPORTIVES
Sixième répartition de l'exercice budgétaire 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en direction des manifestations à caractère purement sportif et, en particulier, celles ayant un caractère sportif départemental :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir et notamment la convention avec les associations qui bénéficient d'un cumul de subventions égal ou supérieur à 23 000 € au cours de l'année.

2015.06.200 - DACES - PLANS DE DEVELOPPEMENT DE DISCIPLINES SPORTIVES 2015
Deuxième répartition

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en faveur du sport de masse :

- APPROUVE la répartition des subventions en faveur de comités sportifs départementaux et de clubs, dans le cadre de plans pluriannuels de développement de leur discipline, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir, notamment les avenants aux conventions de partenariat qui seront signés avec les comités et clubs sportifs concernés par des évolutions de montants de subventions ou d'objectifs.

2015.06.201 - DACES - AIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES ET COMITES DEPARTEMENTAUX - Quatrième répartition de l'exercice budgétaire 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental pour le fonctionnement des associations sportives et des comités départementaux :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.202 - DACES - ASSOCIATIONS CULTURELLES DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE - Deuxième répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en direction des associations culturelles de jeunesse et d'éducation populaire :

- DECIDE d'accorder des subventions à 16 associations de jeunesse et d'éducation populaire, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

**2015.06.203 - DACES - FONDS CULTUREL DEPARTEMENTAL
MANIFESTATIONS CULTURELLES - Quatrième répartition 2015**

La Commission permanente, dans le cadre du soutien du Conseil départemental aux organisateurs d'événements culturels qui animent le territoire départemental tout au long de l'année :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- APPROUVE la convention à intervenir avec l'association "Les Petits Comédiens de Chiffons" pour l'organisation du 18^{ème} Festival mondial des théâtres de marionnettes qui aura lieu du 18 au 27 septembre 2015 ;
- AUTORISE le Président à signer ce document et tout acte à intervenir.

**2015.06.204 - DACES - DEVOIR DE MEMOIRE ET COMMEMORATIONS
Deuxième répartition 2015**

La Commission permanente, au titre du Devoir de Mémoire et des commémorations du centenaire de la Grande Guerre :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.205 - DATE - PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE - Sixième répartition

La Commission permanente, au titre du Programme de Rénovation Urbaine :

- DECIDE d'accorder des subventions pour la création de logements sociaux, conformément au tableau figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer les arrêtés de subventions et tout acte à intervenir relatif à ces décisions.

2015.06.206 - DATE - 80EME FOIRE DE SEDAN ARDENNES

La Commission permanente, au titre de la mise en œuvre de projets portés par des personnes privées ou associations :

- DECIDE, compte tenu des efforts fournis par l'Union Commerciale, Industrielle et Artisanale (UCIA) de SEDAN, pour l'organisation, du 11 au 16 septembre 2015, de la 80^{ème} Foire de SEDAN-ARDENNES, événement d'envergure départementale, de lui accorder une subvention représentant 26,61 % des frais de communication, de sécurité, d'animation et de sonorisation de l'opération ;
- AUTORISE le Président à signer la convention à intervenir avec l'UCIA de SEDAN, telle qu'elle figure en annexe à la délibération.

2015.06.207 - DATE - 3EME FETE DE LA GASTRONOMIE A SEDAN

La Commission permanente, au titre du développement économique :

- DECIDE d'attribuer une subvention à l'Office de Tourisme du Pays Sedanais pour l'organisation de la 3^{ème} Fête de la Gastronomie, qui se déroulera les 26 et 27 septembre 2015, dans les Doves du Château-Fort de SEDAN ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à cette décision.

**2015.06.208 - DATE - AIDE A LA PARTICIPATION DES PME A DES MANIFESTATIONS
COMMERCIALES EXTERIEURES A LA REGION**

La Commission permanente, au titre de l'aide aux PME participant à des manifestations commerciales extérieures à la région Champagne-Ardenne ou à des missions de prospection à l'étranger :

- DECIDE d'attribuer des subventions aux entreprises répertoriées en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de ces décisions.

2015.06.209 - DATE - AIDE A L'INVESTISSEMENT ET A L'EMPLOI ET AIDE A L'EMBAUCHE DE TRAVAILLEURS DEFAVORISES

La Commission permanente :

- DECIDE, au titre du dispositif d'aide à l'investissement et à l'emploi, l'attribution de prêts à taux zéro, remboursables par trimestrialités sur 7 ans, après un différé d'un an, au bénéfice des entreprises répertoriées en annexes 1 et 2 à la délibération ;
- DECIDE, au titre de l'aide à l'embauche de travailleurs défavorisés ou handicapés, pour l'embauche de personnes répondant à cette définition, l'attribution d'une subvention à la SARL LA CANTINA à CHARLEVILLE MEZIERES pour l'embauche de 2 demandeurs d'emploi longue durée ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de ces décisions.

2015.06.210 - DATE - AMENAGEMENT D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES

La Commission permanente, dans le cadre du soutien du Conseil départemental à l'offre territoriale développée, au titre de l'aménagement d'immobilier d'entreprises et de parcs d'activités :

- DECIDE d'attribuer à la Commune de CHEMERY-SUR-BAR une subvention et une avance remboursable en 7 ans après un différé d'un an, dans le cadre de son projet de création d'un commerce multiservices ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de cette décision.

2015.06.211 - DATE - CRITT MDTs - Acquisition matériels programme 3DPIM

La Commission permanente, dans le cadre du soutien du Conseil départemental aux acteurs de la recherche et du transfert de technologie :

- DECIDE d'accorder au CRITT MDTs de CHARLEVILLE-MEZIERES une subvention dans le cadre du projet de recherche 3DPIM, mené du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016, avec le Laboratoire d'Ingénierie et Sciences des Matériaux (LISM) de l'Université Reims Champagne-Ardenne (URCA), partenaire scientifique du projet, et composé de 3 phases :

- étude bibliographique ;
- étude de positionnement technologique avec l'appui d'un cabinet conseil ;
- essais préliminaires en partenariat avec le LISM pour valider le choix de la technologie de fabrication additive à intégrer au procédé PIM ;

L'aide est apportée sur la 3^{ème} phase qui comporte les investissements suivants :

- une machine de moulage de formes libres en plastique ;
- un four de déliantage thermique et un four de frittage céramique ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de cette décision.

2015.06.212 - DATE - AIDE A LA MISE AUX NORMES

La Commission permanente, au titre de l'aide à la mise aux normes d'hygiène, de sécurité et d'environnement des petites entreprises :

- DECIDE d'attribuer à la SASU MX RACE INDOOR, implantée à POURU SAINT REMY, une subvention représentant 50 % du coût plafonné de réalisation des travaux d'accessibilité et d'installation de toilettes pour personnes à mobilité réduite ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de cette décision.

2015.06.213 - DATE - AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE TOURISTIQUE

La Commission permanente, dans le cadre de l'action volontaire du Conseil départemental visant à développer l'offre touristique sur le territoire ardennais :

- DECIDE d'attribuer à la Communauté de Communes de Meuse et Semoy une subvention pour la réalisation de travaux complémentaires sur la Voie verte Trans-Semoysienne destinés à répondre aux sollicitations de la commune de LES HAUTES RIVIERES, suite à la publication d'un rapport de l'Office National des Forêts ;
- AUTORISE le Président à signer tout document nécessaire à l'application de cette décision.

2015.06.214 - DATE - ACTIONS EN FAVEUR DE L'EAU POTABLE - Deuxième répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'aide du Conseil général en faveur de l'eau potable :

- APPROUVE la deuxième répartition des crédits, conformément au détail figurant en annexe à la délibération ;
- APPROUVE la modification des montants de subventions à la Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières/Sedan pour les phases 1 et 2 des travaux de desserte en eau potable du site industriel de CANELIA à ROUVROY SUR AUDRY ; le montant global de subventions reste identique.
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.215 - DATE - SUBVENTIONS EN AGRICULTURE

La Commission permanente, au titre des subventions en agriculture :

- DECIDE d'attribuer à la Chambre d'Agriculture des Ardennes une subvention pour son programme d'actions 2015, conformément au tableau figurant en annexe à la délibération ;
- DECIDE d'attribuer des subventions au titre du partenariat avec les différents acteurs du monde agricole, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- APPROUVE les termes des conventions à intervenir avec l'association Ardennes Génétique Elevage, la Chambre d'Agriculture des Ardennes et la Fédération Départementale des Services de Remplacement des Agriculteurs des Ardennes, telles qu'elles figurent en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ces documents et tout acte à intervenir.

2015.06.2016 - DDS - ACTION VOLONTAIRE EN FAVEUR DU LOGEMENT

La Commission permanente, dans le cadre de l'action volontaire du Conseil départemental en matière de logement :

- DECIDE d'attribuer des subventions, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- DECIDE, dans le cadre de l'exécution de l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de REIMS le 18 février 2015, et compte tenu de la situation financière de l'ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement) des Ardennes, d'accorder à titre exceptionnel, à l'association ADIL des Ardennes un prêt à taux zéro remboursable par trimestrialités sur 15 ans après un différé d'un an ;
- APPROUVE les termes de la convention à intervenir avec l'ADIL, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ce document et tout acte à intervenir pour la mise en œuvre de ces décisions.

2015.06.217 - DDS - MISE AUX NORMES D'ACCESSIBILITE DES EQUIPEMENTS PUBLICS Première répartition

La Commission permanente, au titre de l'aide du Conseil départemental aux collectivités, pour la mise aux normes d'accessibilité des équipements publics :

- DECIDE d'attribuer des subventions, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir pour la mise en œuvre de ces décisions.

2015.06.218 - DRIM - AIDE A LA VOIRIE COMMUNALE Répartition 2015 des dossiers tranches

La Commission permanente, au titre de l'aide à la voirie communale :

- APPROUVE la répartition, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

2015.06.219 - CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS DE SALAGE ET DE DENEIGEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE NOYERS PONT MAUGIS

La Commission permanente :

- APPROUVE la nouvelle convention relative à la mise en œuvre des opérations de salage et de déneigement sur des routes départementales situées sur le territoire de la Commune de NOYERS PONT MAUGIS, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ce document.

2015.06.220 - CREATION D'UNE SEML "POLE D'INNOVATION AUTOMOBILE DES ARDENNES"

La Commission permanente, dans le cadre de la poursuite de l'aménagement du site de REGNIOWEZ, propriété du Conseil départemental :

- PREND ACTE qu'un premier axe de développement pourrait concerner les activités de loisirs, de recherche et de développement de nouvelles technologies et de compétition liées aux sports mécaniques et que, dans un second axe, des investissements pourraient être réalisés pour faire émerger des zones constructibles permettant d'accueillir des entreprises via une pépinière d'entreprises et un parc d'activités départemental de plusieurs hectares, principalement orienté vers la recherche et l'innovation, en matière de mobilités durables, mais aussi vers le secteur de la logistique, compte tenu de sa situation ;
- AUTORISE le Président à réaliser des études permettant de vérifier la viabilité juridique, financière et économique d'un projet de Société d'Economie Mixte Locale (SEML), associant d'autres collectivités, notamment les Communautés de communes concernées, mais aussi des acteurs du secteur privé, dont l'objet serait :
 - l'entretien du site, des bâtiments, des pistes et de toutes les infrastructures composant l'assiette du projet ;
 - l'organisation de compétitions et de manifestations événementielles ;
 - l'accueil de tous les usagers du site, des organismes de formations et des activités liées aux métiers de l'automobile et à la promotion du territoire ;
 - la mise à disposition du site pour les essais de toutes natures, sollicités par les professionnels de l'industrie automobile ou toute personne morale ou privée ;
 - les actions de formation et de prévention, notamment en matière de sécurité routière ;
 - toutes actions visant au développement du site, s'inscrivant dans un objectif de développement économique et touristique ;
- AUTORISE le Président, en fonction du résultat de ces études, à rechercher la participation de partenaires publics ou privés, finaliser la structure de l'actionnariat, élaborer les projets de statuts, rechercher tout type de financement et engager toute action utile à la constitution de la SEML.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

2015.06.221 - DELEGATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

La Commission permanente :

- DECIDE de procéder par un vote à main levée ;
- DESIGNE, pour siéger au Conseil d'Administration de la Maison de l'Emploi du territoire de la Communauté d'Agglomération de CHARLEVILLE-MEZIERES/SEDAN, M. MAHIEU, titulaire et Mme MOSER, suppléante ;
- DECIDE de nommer, pour la Commission Consultative des Services Publics Locaux, les représentants d'associations locales suivants :

UFC 08 Que Choisir :

Titulaire : Mme Annie LEROUGE

Suppléante : Mme Annie TOUYERES

Union Départementale des Associations Familiales des Ardennes :

Titulaire : M. Bernard LAPLACE

Suppléant : M. Pascal TURQUIER

Agence de Développement Touristique :

Titulaire : Mme Dominique ARNOULD

Suppléante : Mme Anne FRAIPONT

DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES**2015.06.222 - VENTE PUBLIQUE MOBILIERE DES DOMAINES****Aliénation pour le compte du Département**

La Commission permanente

AUTORISE le Président à :

- remettre les véhicules et le matériel hors d'usage ou n'ayant aucune utilité de service désignés en annexe à la délibération au Commissariat aux Ventes des Domaines, en vue de leur aliénation ou destruction ;
- les céder au prix du plus offrant, dans le respect de la mise à prix minimale fixée par le Commissariat aux Ventes des Domaines, lors de la vente aux enchères ;
- les radier des registres d'inventaire, après cession ou destruction.

DIRECTION DU PATRIMOINE**2015.06.223 - ACQUISITION D'UNE PARCELLE COMMUNALE****Couverture en haut débit du département des Ardennes**

La Commission permanente, dans le cadre de l'utilisation, par le Conseil départemental, de terrains communaux pour la construction de bâtiments multi-opérateurs et du réseau départemental en WIFIMAX, en vue de la résorption de zones d'ombre en haut débit du département des Ardennes :

AUTORISE le Président :

- à acquérir la parcelle cadastrée ZW 18 d'une contenance de 1 m² à LE THOUR à l'euro symbolique ;
- à signer l'acte de vente et tout document s'y rapportant.

Les frais de géomètre ont été pris en charge par la commune, les frais d'acte de vente seront à la charge du Département.

2015.06.224 - PAD DE LUMES - CESSION D'UN TERRAIN A LA SOCIETE BAMEO (Etat)

La Commission permanente, dans le cadre de la vente d'un terrain à la société BAMEO sur le PAD de LUMES :

AUTORISE le Président, en vue de régulariser la vente décidée par la Commission permanente du 14 mars 2014 d'un terrain cadastré ZC399, ZC410 et ZC412, sur lequel la société BAMEO va édifier des bâtiments destinés à la société d'exploitation et de maintenance des barrages construits sur l'Aisne et la Meuse, à signer l'acte de vente à intervenir avec l'Etat aux mêmes conditions que celles décidées avec la société BAMEO, la surface de 3 716 m² a été définie par le document d'arpentage établi le 13 février 2015 ;

Cet acte de vente comportera acceptation des délégations de paiement du prix faites en premier lieu par l'Etat acquéreur à la société BAMEO (n° 790 893 358 au RCS de Sedan) et en second lieu par la société BAMEO à la société MORILLON CORVOL COURBOT (EMCC) (n° 712 060 797 au RCS de Créteil).

Cette vente sera soumise au régime de la TVA sur marge, le Département étant assujéti à la TVA par déclaration du 23 février 2007 pour toutes les opérations concernant les Parcs d'Activités, et l'acquisition du terrain par le Conseil départemental n'ayant pas ouvert droit à déduction de la TVA.

2015.06.225 - CESSION D'UN TERRAIN SIS ROUTE DE PRIX A CHARLEVILLE-MEZIERES

La Commission permanente :

- DECIDE de procéder au déclassement d'une emprise d'environ 63 m² sur le domaine public départemental situé Route de Prix à CHARLEVILLE-MEZIERES, comme indiqué sur le plan en annexe à la délibération, pour intégration au domaine privé départemental, en vue de sa cession ;

- DECIDE la vente d'un terrain d'une surface d'environ 1 099 m² à prendre dans les parcelles sises à CHARLEVILLE-MEZIERES, cadastrées section CS n° 11 et n° 166 ainsi que dans une partie du domaine public départemental, au profit de la SAS B C, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN sous le n° 444 493 571, ou de toute autre personne morale que créerait M. C dans le cadre de son projet, les frais de géomètre et de notaire étant à la charge de l'acquéreur ;

- AUTORISE le Président à signer avec M. B C le compromis de vente sous conditions d'obtention d'un prêt bancaire et des autorisations administratives nécessaires à la construction d'un bâtiment pouvant accueillir des activités de contrôle technique de véhicules, ainsi que l'acte de vente en cas de réalisation de ces conditions, et tout autre document relatif à cette vente de terrain.

Cette vente résulte pour le Département du simple exercice de la propriété, sans autre motivation que celle de remployer la valeur de son patrimoine au service de ses missions.

2015.06.226 - CESSIION D'UN TRONCON DE LA RD 20 A AUBIGNY LES POTHEES ENTRE LES PR 23+694 ET 24+458

La Commission permanente :

- DECIDE de procéder à la cession à la commune d'AUBIGNY LES POTHEES d'une parcelle d'une superficie d'environ 7 300 m² de la RD 20 entre les PR 23+694 et 24+458 (cf. plan en annexe à la délibération), entre le carrefour avec la RD 978 et le carrefour avec la RD 985 à l'euro symbolique, compte tenu de l'intérêt pour le Conseil départemental de réduire les coûts de gestion de voirie ;

Les frais de géomètre seront partagés entre les deux collectivités. Les frais de notaire seront à la charge de la commune. Après réalisation du document d'arpentage et de l'acte notarié, il appartiendra à la commune de procéder au classement de la parcelle dans le domaine public et à la numérotation de la voie.

- DECIDE de réaliser les travaux relatifs à la couche de roulement de la voirie. Cet engagement sera introduit dans l'acte de vente qui prévoira, en cas de mise en demeure restée sans suite par la commune de réaliser par le Conseil départemental les travaux de voirie, de demander la résolution de la vente sans indemnité ;

- AUTORISE le Président à signer l'acte de vente avec la commune d'AUBIGNY LES POTHEES, ainsi que tous les documents relatifs à ce dossier.

2015.06.227 - CONVENTIONS DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT LE LONG DES ROUTES DEPARTEMENTALES

La Commission permanente :

- PREND ACTE que les Communes de BOURG FIDELE et SAINT LOUP TERRIER ont décidé, après accord du Conseil départemental, de réaliser des travaux d'aménagement aux abords des RD 22, 43 et 8, et ont accepté, par décision de leur Conseil municipal, la gestion et l'entretien des aménagements, à l'issue des travaux ;

- AUTORISE le Président à signer les conventions de gestion et d'entretien des aménagements correspondants, telles qu'elles figurent en annexe à la délibération, ainsi que tout acte à intervenir.

2015.06.228 - VENTE DE TERRAINS A DONCHERY

La Commission permanente :

CONSIDERANT qu'il n'y a pas d'intérêt pour le Conseil départemental à maintenir la propriété dans son patrimoine,

- AUTORISE le Président à céder, après avoir purgé les éventuels droits de priorité des anciens propriétaires agricoles, des terrains, conformément à la liste jointe en annexe à la délibération, d'une surface totale d'environ 62 hectares, à la Commune de DONCHERY, Place de la République à DONCHERY (08350), à l'euro symbolique, sous réserve des conditions énumérées ci-dessous, et à signer les actes et documents relatifs à la conclusion de cette affaire. Il est précisé que les conventions de chasse et de pêche seront transférées à la Commune. Les frais notariés sont à la charge exclusive de l'acquéreur ;

- DECIDE d'arrêter comme suit les conditions qui permettent la vente à l'euro symbolique :

1. Engagement de la commune de ne pas solliciter de subventions du Conseil départemental pour la réalisation d'un projet de voirie sur le quartier de Brie et d'équipement public lié à la petite enfance,
2. Engagement de la commune, au cas où ces projets ne se réalisent pas dans les 5 ans à compter de l'acte authentique de vente, de verser au Conseil départemental le prix de vente tel que fixé ci-dessus par le Service

du Domaine le 21 juillet 2014 ou de lui restituer les terrains, les travaux éventuellement réalisés restant la propriété du Conseil départemental sans indemnités,

3. Engagement de la commune d'accepter toutes conventions pour la mise en place de mesures compensatoires liées à des projets départementaux, sous réserve qu'elles ne compromettent pas le projet communal.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

2015.06.229 - MISE A DISPOSITION D'AGENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES AUPRES DE L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE 08 - Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative à la mise à disposition d'agents du Conseil départemental des Ardennes auprès de l'Agence Technique Départementale 08.

2015.06.230 - MISE A DISPOSITION D'AGENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES AUPRES DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE X-DEMAT - Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative à la convention de mise à disposition d'agents du Conseil départemental des Ardennes auprès de la Société Publique Locale (SPL) X-Démat.

2015.06.231 - MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES AUPRES DE L'ASSOCIATION COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CENTRE NUCLEAIRE DE PRODUCTION D'ELECTRICITE DE CHOOZ Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative à la mise à disposition d'un agent du Conseil départemental des Ardennes auprès de l'association Commission Locale d'Information auprès du Centre Nucléaire de Production d'Electricité de CHOOZ.

**DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GENERAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES
ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-258

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 8043
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 18+770 AU P.R. 18+860
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SACHY
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 de 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil général portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 17 Juin 2015 de M. V.VACQUES pour le compte de l'entreprise Electro Lorraine Lignes – Z.I. de Tavannes – 55100 VERDUN MEUSE,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de remplacement de deux supports en béton le long de la Route Départementale n° 8043,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de SACHY, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du jeudi 2 juillet 2015 au vendredi 3 juillet 2015

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 8043

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 18+770 au P.R. 18+860

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de SACHY et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de SACHY,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 01 JUIL. 2015

Pour le Président du Conseil général des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-259

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 991
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 13+800 AU P.R. 16+000
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BAALONS ET MAZERNY
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1987 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 16 juin 2015 (par mail) de M. Théodore MARTIN pour le compte de l'entreprise TRD – Route de Condé – 02220 CIRY SALSONE CEDEX,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de restructuration du réseau HTA (EDF) le long de la Route Départementale n° 991,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de BAALONS et MAZERNY, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du vendredi 03 juillet 2015 au vendredi 24 juillet 2015

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 8h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 991

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 13+800 au P.R. 16+000

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées. Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur les accotements.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le replemment des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les maires des communes de BAALONS et MAZERNY et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- Messieurs les Maires de la commune de BAALONS et MAZERNY,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 01 JUIL. 2015
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 260

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 985 DU P.R. 60 +935 AU PR 61 + 040
ROUTE DEPARTEMENTALE N° 8043 DU P.R. 63 +000 AU PR 63 +195**

**REGLEMENTATION DE CIRCULATION
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TREMBLOIS LES ROCROI
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 classant le RD 8051 dans la liste des Routes à Grandes Circulation (R.G.C.),
- Vu l'avis favorable de M. le Préfet des Ardennes,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 23 juin 2015 de LEGAIN pour le compte de l'entreprise VINCI,
- Considérant qu'il est nécessaire, afin d'assurer la sécurité des usagers, de réglementer la circulation sur les Routes Départementales n°985 et 8043 lors de tirs de mines réalisés dans le cadre des travaux de l'A 304 avec la mise en place d'un périmètre de sécurité de 200 mètres,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de TREMBLOIS LES ROCROI, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet ponctuellement :

- Du jeudi 02 juillet 2015 au lundi 31 août 2015 (hormis les week end et les jours fériés).

Les tirs de mines se feront en fonction des besoins du chantier.

La fréquence des tirs de mine sera limité à un par jour.

Les routes seront fermées à la circulation sur une durée d'environ 5 minutes.

Le maître d'ouvrage informera le gestionnaire de voirie 48 heures avant chaque tir de mines.

Article 2

La circulation de tous les véhicules sera interdite ponctuellement sur les Routes Départementales N° 985 et 8043 lors des tirs de mines.

Cette réglementation s'applique sur les sections suivantes dans les deux sens de circulation :

- Du PR 60 +936 au PR 61 +040 sur la RD 985.
- Du P.R. 63 + 000 au PR 63 +196 sur la RD 8043.

De plus, la vitesse sera abaissée par palliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones d'arrêt de la circulation.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation réglementaires matérialisant ces restrictions de circulation, ainsi que les agents chargés d'arrêter la circulation et de gérer les remontées de files, seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de TREMBLOIS LES ROCROI et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de TREMBLOIS LES ROCROI,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **01 JUL. 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 261

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 47
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 1 +190 AU P.R. 1+300
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE HIERGES
ET DE VIREUX MOLHAIN
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
 - Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
 - Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
 - Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
 - Vu le règlement de la voirie départementale,
 - Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
 - Vu la demande en date du 29 Juin 2015 (par mail) de Mme CHAPOTOT pour le compte de l'entreprise PAREAU – 35 rue du Docteur Schweitzer -77650 SAINTE COLOMBE
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux d'élagage au droit des parcelles RTE le long de la Route Départementale n° 47,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de HIERGES et VIREUX MOLHAIN, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du lundi 06 juillet 2015 au vendredi 10 juillet 2015

La circulation sera rendue possible après 18h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 47

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1 +190 au P.R. 1 +300

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de HIERGES et de Monsieur le Maire de la commune de VIREUX-MOLHAIN et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de HIERGES,
- M. le Maire de la commune de VIREUX-MOLHAIN

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **02 JUIL. 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,

P le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

M GRASMUCK

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier


Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-262

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 17
INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 7 +595 AU P.R. 10+237
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FRANCHEVAL et POURU-AUX-BOIS
(HORS AGGLOMERATION)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 17,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de FRANCHEVAL et POURU-AUX-BOIS hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- sur une durée de 1 journée minimum au cours de la période s'étalant du lundi 06 juillet 2015 à 8h00 au vendredi 10 juillet 2015 à 9h00.

La date effective de début des travaux sera calée dans cette période en fonction des conditions météorologiques ou des aléas de chantier. La réouverture de la route interviendra dès que les conditions de circulation le permettront.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 17 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 7 +595 au P.R. 10+237

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 4 du carrefour RD 17 de FRANCHEVAL au carrefour RD 8043 de DOUZY ;
- La RD 8043 de DOUZY au carrefour de RD 8043 de POURU-SAINT-REMY ;
- La RD 117 du carrefour RD 8043 de POURU-SAINT-REMY au carrefour RD 17 de POURU-AUX-BOIS.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Ardennais EST Centre de SEDAN.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier EST Ardennes. Il sera également affiché en mairie, par les soins de Messieurs les Maires des communes de FRANCHEVAL et POURU-AUX-BOIS, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de FRANCHEVAL et POURU-AUX-BOIS,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. les Maires des communes de DOUZY et POURU-SAINT-REMY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **02 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET DES MOBILITÉS

Arrêté permanent n° 2015 - 263

ROUTE DEPARTEMENTALE N°41

**PRIORITE DE PASSAGE PAR PANNEAUX « B15 et C18 »
DU P.R. 30+789 AU P.R. 30+870
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE TERMES ET SENUÇ,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4 ;
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu le règlement de la voirie départementale ;
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 avril 2015 de M. le Président du Conseil général portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et des Mobilités,
- Vu la demande émanant du Territoire Routier Sud Ardennes ;
- Considérant le passage étroit lié à la présence de l'ouvrage de franchissement de l'Aire, où le croisement demeure difficile sur la Route Départementale N° 41 entre les P.R. 30+789 et 30+870 ;
- Considérant qu'il importe, pour la sécurité des usagers, d'attribuer la priorité à un sens de circulation sur la Route Départementale N° 41 ;

ARRETE**Article 1**

Tout véhicule circulant sur la Route Départementale N°41 dans le sens TERMES vers SENUÇ ne pourra s'engager dans le passage étroit tant qu'il ne sera pas possible de franchir ledit passage sans obliger les véhicules venant en sens inverse à s'arrêter. Cette priorité sera signalée au niveau de la Route Départementale N°41 par un panneau de type B15 (au PR 30+789).

La signalisation à l'autre extrémité de ce passage, pour indiquer aux conducteurs circulant dans le sens SENUÇ vers TERMES qu'ils ont la priorité par rapport aux véhicules circulant en sens inverse sera assurée au moyen du panneau C18 (au PR 30+870).

Article 2

Toutes dispositions prises par des arrêtés antérieurs réglementant la priorité de passage sur cet ouvrage sont abrogées.

Article 3

L'arrêté sera affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de TERMES et SENUÇ, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 4

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 5

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux ;
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités ;
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes ;
- M. les Maires des communes de TERMES et SENUÇ ;
- M. le responsable du Territoire Routier Sud Ardennes ;

sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation pour information est adressée à

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 02 Ju. Let 2015
Pour le Président du Conseil Départemental des
Ardennes et par délégation,
/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
des Mobilités,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 265

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 130

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 3+304 AU P.R. 4+714
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LA BERLIERE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 130,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de La Berlière, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du jeudi 06 août 2015 à 7h00 au lundi 17 août 2015 à 14h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 130 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 3+304 au P.R. 4+714.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 30 de La Besace à Stonne ;
- La RD 24 de Stonne à La Berlière ;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes .

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairie, par les soins de Mr le Maire de la commune de La Berlière , et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de La Berlière,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. Les Maires des communes de Stonne et la Besace

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **22 JUL. 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes
et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 266

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 24

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 30+700 AU P.R. 32+331
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LA BERLIERE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 24,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de La Berlière, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du mardi 04 août 2015 à 7h00 au vendredi 14 août 2015 à 14h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 24 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 30+700 au P.R 32+331.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 30 de Stonne aux Grandes Armoises ;
- La RD 130 des Grandes Armoises à La Berlière ;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes .

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairie, par les soins de Mr le Maire de la commune de La Berlière, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de La Berlière,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. Les Maires des communes de Stonne et la Besace,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **22 JUN. 2015**
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes
et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,


M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015- 267

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 28

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 22+362 AU P.R. 23+305
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LA SABOTTERIE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de recalibrage et élargissement de la chaussée sur la Route Départementale n° 28.

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de La Sabotterie, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du lundi 3 août 2015 à 8h00 au vendredi 14 août 2015 à 19h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 28.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 22+362 au P.R 23+305.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 8 du carrefour RD 28 de La Sabotterie au carrefour RD 30 de Tourteron;
- La RD 30 du carrefour RD 8 de Tourteron au carrefour de RD 28 de Lametz;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Monsieur le Maire de la commune de LA SABOTTERIE et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - M. le Maire de la commune de LA SABOTTERIE,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de TOUTERON et LA METZ,
 - M. Vernimont Alexis, Président du vélo club Vouzinois.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **08 JUIL. 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,



M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015/268

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 1
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 1+450 AU P.R. 2+75
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHARLEVILLE-MEZIERES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 avril 2015 de M. le Président du Conseil général portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Vu la demande en date du 08 juillet 2015 (par mail) de Madame Jacques pour le compte de l'entreprise ELECTRO LORRAINE LIGNES, ZI de Tavannes 55103 VERDUN Cedex,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de renforcement du réseau basse tension ERDF le long de la Route Départementale n°1,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de CHARLEVILLE-MEZIERES, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du jeudi 16 juillet au vendredi 17 juillet 2015.

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 8h00.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 1

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1+450 au P.R. 2+75

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de CHARLEVILLE-MEZIERES et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de CHARLEVILLE-MEZIERES,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 13/07/2015
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015/269

**ROUTES DEPARTEMENTALES N° 39 ET 139
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
RD 39 : DU P.R. 1+290 AU P.R. 1+780
RD 139 : DU P.R. 0+000 AU P.R. 0+250
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE WARCQ
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Vu la demande par mail en date du 06 juillet 2015 émanant de M. MALAQUIN, représentant l'entreprise VINCI, 47 rue Maurice Flandin 69403 LYON
- Considérant que les travaux pour la construction de l'autoroute A304 nécessitent une réglementation de la circulation sur les Routes Départementales N° 39 et 139,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de WARCQ, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du mercredi 15 juillet 2015 au vendredi 14 août 2015

La circulation sera rendue possible après 18h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Il est toutefois possible que l'alternat soit maintenu certaines nuits.

L'alternat sera mis en place en fonction des phases de travaux.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores, sur les Routes Départementales N° 39 et 139

Cette réglementation s'applique sur les sections suivantes dans les deux sens de circulation:

- RD 39 : du P.R. 1+290 au P.R. 1+780.
- RD 139 : du P.R. 0+000 au P.R. 0+250.

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et des feux tricolores réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de WARCQ et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

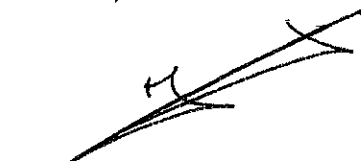
Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de WARCQ,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 13/07/2015
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités,


 M. DRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES**Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-230**Arrêté n° 2015/270**ROUTE DEPARTEMENTALE N°16****INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 12+982 AU P.R. 16+099
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BELVAL ET WARCQ,
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil général portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n°2015-230 du 18 juin 2015,
- Vu la demande par mail en date du 08 juillet émanant de M. MALAQUIN représentant la société VINCI Construction Terrassement sise 8 Rue François Urano à 08000 WARCQ,
- Considérant que les travaux de rétablissement de la RD 16, dans le cadre de la construction de l'autoroute A 304 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE**Article 1**

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-230, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de BELVAL et WARCQ hors agglomération jusqu'au mercredi 15 juillet 2015 à 17h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au **vendredi 07 août 2015 à 17h00**.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules sur la Route Départementale N°16, hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 12+982 au P.R. 16+099.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée, dans les deux sens de circulation par :

- la RD 116 de la RD 16 à la RD 9 dans BELVAL,
- la RD 9 de la RD 116 dans BELVAL à la RD 16 dans WARCQ,

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circuler et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de BELVAL et Monsieur le Maire de la commune de WARCQ, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de BELVAL,
- M. le Maire de la commune de WARCQ,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- Mme le Maire de la commune de THIS

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 13/04/2015
Pour le Président du Conseil Départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
Mobilités,


M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015/271

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 21
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU PR 44+225 AU PR 44+425
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHALLERANGE
(HORS AGGLOMERATION)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil Départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 08 Juillet 2015 (par mail) émanant de Mme JACQUES , représentant l'entreprise E2L. – ZI de Tavannes – VERDUN (10104),
- Considérant que les travaux de pose de câble et d'un support ERDF nécessitent une réglementation de la circulation sur la Route Départementale n° 21,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de CHALLERANGE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du mardi 28 juillet 2015 au vendredi 14 août 2015.

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier sur la Route Départementale n° 21.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du PR 44+225 au PR 44+425.

De plus, la vitesse sera abaissée, par paliers de 20 km/h, à 50 km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée par le présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de CHALLERANGE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de CHALLERANGE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 13/07/2015
Pour le Président du Conseil Départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures
et Mobilités,


Mickaël GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 275

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 4

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 58+632 AU P.R. 61+801
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE LANDRES SAINT GEORGES ET
SOMMERANCE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 4,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de Landres Saint Georges et Sommerance, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du jeudi 23 juillet 2015 à 7h00 au vendredi 31 juillet 2015 à 14h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 4 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 58+632 au P.R 61+801.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- Les RD 55 et 42 de Landres Saint Georges à Saint Juvénat ;
- Les RD 946 et 54 de Saint Juvénat à Sommerance ;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes .

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de Landres Saint Georges et Sommerance, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de Landres Saint Georges et Sommerance,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- M le Maire de la commune de Saint Juvénat,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **22 JUIL. 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes
 et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-276

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 31
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 17 +610 AU P.R. 17 +690
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BOURG-FIDELE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Vu la demande en date du 02 Juillet 2015 (par mail) de M. Vincent ROUX pour le compte de l'entreprise ROGER MARTIN,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de réalisation de fossé en béton le long de la Route Départementale n° 31,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de BOURG-FIDELE, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du lundi 03 Août 2015 au vendredi 02 octobre 2015

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par piquets K10, sur la Route Départementale N° 31 pour permettre aux engins de chantier de traverser la RD 31.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 17 +610 au 17 +690

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de BOURG-FIDELE et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

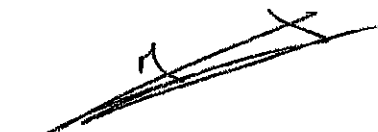
Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme, le Directeur Général des Services Départementaux,,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - M. le Maire de la commune de BOURG-FIDELE,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **22 JUIL, 2015**
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté permanent n° 2015 - 277

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 22D

**REGLEMENTATION DE CIRCULATION
LIMITATION DE VITESSE A 70 KM/H
DU P.R. 1+285 AU P.R. 1 +580
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE ROCROI ET DE TAILLETTE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5 ET R411-8,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et des riverains de la RD22D de limiter la vitesse sur une section de cette route,

ARRETE

Article 1

La vitesse sera limitée à 70km/h pour tous les véhicules circulant sur la Route Départementale N° 22D.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation, hors agglomération, sur le territoire des communes de ROCROI et TAILLETTE:

- du P.R. 1 +285 au PR 1+580 (limite agglomération de TAILLETTE)

Cette réglementation sera signalée par panneaux B14 (70) et B33 pour les fins de prescriptions.

Article 2

Toutes les dispositions prises par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 3

Le présent arrêté sera affiché en mairies par les soins de Messieurs les maires des communes de ROCROI et de TAILLETTE et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le responsable du Territoire Routier Nord Ardennes,
- M. le Maire de la commune de ROCROI,
- M. le Maire de la commune de TAILLETTE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **22 JUL. 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 278

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 4

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 53+699 AU P.R. 57+206
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BAYONVILLE , REMONVILLE ET
LANDRES SAINT GEORGES.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 4,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de Landres Saint Georges , Bayonville et Remonville, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du jeudi 30 juillet 2015 à 7h00 au mardi 11 août 2015 à 14h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 4 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 53+699 au P.R 57+206.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 12 de Remonville à Bayonville ;
- Les RD 15 et 55 de Bayonville à Landres Saint Georges ;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes .

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de Landres Saint Georges Bayonville et Rémonville , et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de Landres Saint Georges , Bayonville et Rémonville,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **22 JUIL. 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des

Ardennes

et par délégation,

le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M. GRASMOCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-279

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 54

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 16+000 AU P.R. 19+200
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SOMMERANCE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 54,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Sommerance, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du mercredi 29 juillet 2015 à 7h00 au vendredi 07 août 2015 à 14h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 54 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 16+000 au P.R 19+200.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- Les RD 4 et 946 de Sommerance à Fléville ;
- Les RD 946 et 142 de Fléville à Exermont ;
- Les RD 142 , 221 , 998 et 123 d' Exermont à Romagne sous Montfaucon .

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairie, par les soins de Mr le Maire de la commune de Sommerance, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de Sommerance,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM les Maires de Fléville, Exermont, Gesnes en Argennes et Romagne sous Montfaucon,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 22 JUL . 2015

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes

et par délégation,

le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et mobilités,

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Annule et remplace l'arrêté N°2015-279

Arrêté n° 2015-280

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 54

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 16+000 AU P.R. 19+200
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SOMMERANCE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n°2015-279 du 22 juillet 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 54,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Sommerance, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du lundi 27 juillet 2015 à 7h00 au vendredi 07 août 2015 à 14h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 54 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 16+000 au P.R 19+200.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- Les RD 4 et 946 de Sommerance à Fléville ;
- Les RD 946 et 142 de Fléville à Exermont ;
- Les RD 142 , 221 , 998 et 123 d' Exermont à Romagne sous Montfaucon .

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairie, par les soins de Mr le Maire de la commune de Sommerance, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - M. le Maire de la commune de Sommerance,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM les Maires de Fléville, Exermont, Gesnes en Argonnes et Romagne sous Montfaucon,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **24 JUL. 2015**
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes
et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,


M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 286

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 27
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R28+095 AU P.R28+295
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LAUNOIS SUR VENCE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'Instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 27 juillet 2015 (par mail) de M. Thierry ALBERTINI pour le compte de l'entreprise SCEE ZONE DE PARGNY 08300 RETHEL

Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de création de fossé en béton le long de la Route Départementale n° 27

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de LAUNOIS SUR VENCE, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- le mardi 28 juillet 2015 de 9h00 à 19h00.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 946.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 28+095 au PR 28+295

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repleinement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de LAUNOIS et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - M. le Maire de la commune de Launois sur Vence,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **28 JUIL. 2015**
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

M GRASMUCK


Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 285

ROUTE DEPARTEMENTALE N°31D

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 1+580 AU P.R. 1+770
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE HAULME
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités
- Considérant que les travaux de réparation de trottoirs sur l'ouvrage franchissant la Semoy nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de HAULME, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du lundi 3 aout 2015 à 8h00 au vendredi 14 aout 2015 à 18h00.

La circulation sera rétablie tous les jours de 18h à 8h, ainsi que les week-ends et jours fériés.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N°31D. Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1+580 au PR 1+770

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD31 de la RD31D à la RD1,
- la RD1 de la RD31 à la Voie Communale du Liry,
- la Voie Communale du Liry de la RD1 à la RD31D
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le remplissage des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de HAULME, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de HAULME

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- M. les Maires des communes de TOURNAVAUX, MONTHERME et BOGNY SUR MEUSE.

29 JUL. 2015

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
Mobilités

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 286

ROUTE DEPARTEMENTALE N°13

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 16+500 AU P.R. 17+090
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LES HAUTES RIVIERES,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités
- Vu la demande en date du 24 Juillet 2015 émanant de M. BIGIARINI, maire de la commune de Les Hautes Rivières,
- Considérant que les travaux de mise en sécurité du talus de la RD13 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de LES HAUTES RIVIERES, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :
- du lundi 10 aout 2015 à 8h00 au vendredi 21 aout 2015 à 18h00.

La circulation sera rétablie tous les jours de 12h à 13h30 et de 18h à 8h, ainsi que les week-ends et jours fériés.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N°13.
Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:
- du P.R. 16+600 au PR 17+090

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD31 de la RD13 à la RD1,
- la RD1 de la RD31a à la RD989,
- la RD989 de la RD1 à la Route Forestière de la Croix Scaille,
- la Route Forestière de la Croix Scaille de la Route de la Neuville aux Haies,
- la Route de la Neuville aux Haies, de la Route Forestière de la Croix Scaille à la RD13
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de LES HAUTES RIVIERES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de LES HAUTES RIVIERES

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- M. les Maires des communes de MONTHERME ET THILAY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **29 JUL. 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités

M. GRASMUCK

Le Chef de Service
 Gestion du Patrimoine Routier


 Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-275

Arrêté n° 2015-287

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 4

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 58+632 AU P.R. 61+801
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE LANDRES SAINT GEORGES ET
SOMMERANCE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1987 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n°2015-275 du 22 juillet 2015
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de reprofilage à la grave émulsion sur la Route Départementale n° 4,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-275, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de Landres Saint Georges et Sommerance, hors agglomération jusqu'au vendredi 31 juillet 2015 à 14h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au jeudi 6 août 2015 à 14h.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 4 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 58+632 au P.R 61+801.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- Les RD 55 et 42 de Landres Saint Georges à Saint Juvin ;
- Les RD 946 et 54 de Saint Juvin à Sommerance ;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes .

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de Landres Saint Georges et Sommerance, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

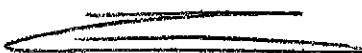
- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de Landres Saint Georges et Sommerance,
 sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- M le Maire de la commune de Saint Juvin,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUL. 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes
 et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK


 Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-288

**ROUTES DEPARTEMENTALES N° 39 ET 139
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 1 + 475 AU P.R. 1 + 550 POUR LA RD 39
DU P.R. 0 + 000 AU P.R. 0 + 215 POUR LA RD 139
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE WARCQ ET PRIX LES MEZIERES
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Vu la demande faite par mail en date du 27 Juillet 2015 de M. Pierre MALAQUIN pour le compte de l'entreprise VINCI Construction Terrassement – 8, rue François Urano – 08000 WARCQ,
- Considérant qu'il est nécessaire, afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise, de réglementer la circulation pendant les travaux de création de fossé en béton le long de la Route Départementale n° 139 et la mise en place d'un cadre béton sous la chaussée de la Route Départementale 39,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de WARCQ et PRIX LES MEZIERES, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du lundi 17 août 2015 au vendredi 04 septembre 2015 sauf les samedis, dimanches

La circulation devra être rendue possible les vendredis après 17h00 jusqu'au lundi à 7h00

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur les Routes Départementales N° 39 et N° 139

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1 + 475 au P.R. 1 + 550 sur la Rd 39
- du P.R. 0 + 000 au P.R. 0 + 215 sur la Rd 139

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le rempliment des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de Warcq et par les soins de Monsieur le maire de la commune de Prix les Mézières et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de Warcq,
- M. le Maire de la commune de Prix les Mézières,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUL. 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

OLIVIER NOIZET

M GRASMUCK

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
Réunion du lundi 11 mai 2015
Procès-verbal

Le lundi 11 mai 2015 à 14h30, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail s'est réuni, sous la Présidence de M. Benoît HURÉ.

L'ordre du jour était le suivant :

1. Adoption du procès-verbal de la réunion du 24 novembre 2014
2. Adoption du règlement intérieur
3. Information du CHSCT sur la non-application de recommandations du médecin de prévention

MEMBRES PRESENTS

Représentants du personnel

Titulaires

- Madame Lydie GUNTHER
- Madame Priscilla RABIER
- Monsieur Michel SABATIER
- Madame Valérie DELCOMBEL
- Monsieur Gérald MASSON
- Madame Muriel DOUCHET
- Monsieur Jean-Carlo JOMÉ
- Monsieur Kévin GENGOUX

Suppléants

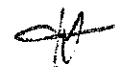
- Madame Anne-Marie LAFONT
- Madame Sandrine MABILLE
- Madame Marielle MORETTE
- Madame Anne-Marie LARZILLIERE
- Monsieur Michel MASURE
- Madame Sandrine VISSE

Représentants de l'Administration

Titulaires

- Monsieur Benoît HURÉ
- Madame Christiane DUFOSSÉ
- Monsieur Thierry ROBERT
- Monsieur Bruno LEVASSEUR
- Monsieur Dominique PAUCHET
- Madame Muriel ARSANTO
- Monsieur Francis LAFFORET
- Monsieur Stéphane ANDRÉ

DBA



Experts et membres de droit

- Monsieur Laurent BEDDELEM – conseiller de prévention
- Monsieur Enzo CIAMPA – A.C.F.I.

ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Fabrice OGIER
- Monsieur Francis DEGEIMBRE
- Monsieur Yves VIOT
- Madame Laetitia SAUREL
- Docteur Claude MAHAU, Service de Santé au Travail des Ardennes
- Madame Stéphanie MATHIEU

Etait présent également, Monsieur Frédéric BAUCHART de la Direction des Ressources Humaines.

Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance et procède ensuite à la désignation du secrétaire-adjoint et du secrétaire :

- Madame GUNTHER est désignée en qualité de secrétaire-adjoint.
- Monsieur LAFFORET est désigné en qualité de secrétaire.

1. Adoption du procès-verbal de la réunion du 24 novembre 2014

Madame DOUCHET indique que sa demande n'était pas d'évoquer sa situation personnelle mais d'alerter sur la situation du service compte tenu des nombreuses absences.

Monsieur PAUCHET précise que les propos de Monsieur MABILLON étaient bien d'évoquer la situation de Madame DOUCHET.

Monsieur JOMÉ relève que le P.V ne reflète pas toujours la totalité des débats. Il indique que s'agissant des E.P.I des agents d'entretien (déneigement), sa demande consistait à identifier les agents concernés mais pas de doter nécessairement l'ensemble des agents. Il relève qu'au-delà des débats, il n'y a pas de réponse.

Monsieur PAUCHET fait savoir que les agents ont été réunis en fin d'année et qu'aucune demande n'a été faite.

Madame ARSANTO indique que la direction de l'administration générale est à l'écoute des agents, dès lors que ceux-ci se manifestent. Le règlement intérieur des EPI peut toujours être actualisé au besoin.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

2. Présentation du règlement intérieur

Monsieur PAUCHET procède à la présentation du projet de règlement intérieur. Il propose de modifier l'article 16 en indiquant que le nombre maximum de commissions spécialisées serait de 3 au lieu de 4, dénommées de la manière suivante :

- 1^{ère} commission : visites des locaux et analyses des accidents
- 2^{ème} commission : document unique de prévention et plan de prévention, pénibilité
- 3^{ème} commission : risques psycho-sociaux et usure professionnelle

Monsieur JOMÉ relève qu'aucun texte ne prévoit l'exclusion des suppléants et indique que le CHSCT n'est pas le CT, chacun dans son métier a des choses à dire.

Monsieur HURÉ indique que les textes sont respectés et que compte tenu de la diversité des métiers, il n'y aura jamais assez d'agents pour représenter tout l'éventail des métiers de la collectivité.

Monsieur PAUCHET rappelle que la collectivité a été au-delà des textes, en maintenant le paritarisme, en portant à 8 le nombre de représentants du personnel et en autorisant les suppléants à siéger et à participer aux travaux des commissions spécialisées.

Monsieur HURÉ précise que les commissions sont largement ouvertes, leur objectif étant de préparer les travaux du CHSCT.

Madame GUNTHER indique que le travail des suppléants va être compliqué car ils pourront intégrer les commissions mais ne pourront pas intervenir en CHSCT.

Monsieur PAUCHET rappelle que chaque commission aura un pilote désigné ayant pour charge de rapporter le travail de la commission.

Monsieur HURÉ relève que dans toutes les instances, il y a des représentants titulaires et des suppléants et qu'avec ce mode de fonctionnement, un équilibre a été trouvé.

Monsieur PAUCHET rappelle que le fonctionnement du CHSCT est calqué sur celui du CT et que la représentation du personnel en CHSCT est issue des résultats des élections du CT. Lorsqu'il n'y a pas de CHSCT, c'est le CT qui est compétent.

Monsieur MASURE répond qu'à la différence du CT, les représentants du personnel proposent et participent.

Monsieur HURÉ fait savoir qu'un secrétaire va être désigné par les représentants du personnel et que celui-ci rapportera en séance du CHSCT l'avancée des travaux. Il indique que les commissions sont créées pour fournir un travail de qualité qui servira au CHSCT.

Madame GUNTHER s'étonne qu'on s'attarde sur la configuration de la salle. Elle ne comprend pas pourquoi cela pose problème d'associer les suppléants aux débats.

Monsieur JOMÉ indique qu'il reçoit ses courriers ouverts.

Monsieur PAUCHET répond que dorénavant, il est prévu que les courriers portent la mention « confidentiel ».

Madame DOUCHET souhaite que les courriers soient envoyés au domicile et non sur le lieu de travail, car en cas d'arrêt de travail, l'agent ne serait pas informé.

Monsieur JOMÉ s'interroge sur le fait d'envoyer les courriers sur le lieu de travail et pas au domicile de l'agent.

Monsieur PAUCHET précise que cette proposition est faite pour des raisons d'économies budgétaires.

Madame GUNTHER demande que le responsable de service fasse suivre le courrier au domicile de l'agent si celui-ci est absent.

Monsieur MASSON demande que les suppléants soient également informés des accidents.

Monsieur PAUCHET répond que cela va être modifié avec la création des commissions.

Madame RABIER souhaite savoir s'il est possible d'avoir une plateforme partagée pour pouvoir consulter les documents.

Monsieur PAUCHET indique que l'on peut étudier la mise en place d'une boîte aux lettres informatique partagée sur le réseau.

Monsieur GENGOUX demande à ce que le PV soit envoyé aux titulaires et aux suppléants.

Madame RABIER demande que l'ACFI soit présent systématiquement.

Monsieur PAUCHET rappelle que la présence obligatoire de l'ACFI n'est prévue que dans certaines circonstances et qu'il n'est pas forcément disponible.

Madame DOUCHET indique que 16 heures (article 22) d'autorisation d'absence sont insuffisantes.

Monsieur PAUCHET fait savoir que ce crédit d'heures qui est proposé s'adresse au secrétaire du comité. Il rappelle que les textes ne prévoient rien.

Monsieur HURÉ précise que le comité va fonctionner de cette manière et que l'on verra, dans la pratique, si cela convient.

Monsieur MASSON souhaiterait pouvoir bénéficier d'un ordre de mission permanent. Il souhaite savoir si le temps de mission est chiffré et s'il est limité.

Monsieur PAUCHET renvoie à l'article 21 du projet de règlement intérieur et précise que les absences seront justifiées et comptabilisées par la DRH.

Monsieur JOMÉ demande des précisions sur la nature des documents mentionnés dans l'article 11.

Monsieur PAUCHET répond que cela peut être des pièces complémentaires à l'ordre du jour.

Madame GUNTHER évoque la possibilité d'un témoignage.

Monsieur PAUCHET précise qu'effectivement ça peut être un témoignage.

Monsieur HURÉ indique que le point à examiner pourra être reporté si les membres du CHSCT estiment ne pas avoir eu le temps pour traiter la question.

Monsieur JOMÉ demande si, dans le cadre de l'article 15, les autres membres du CHSCT auront un droit d'accès.

Monsieur PAUCHET répond que seuls les membres des commissions sont concernés.

Madame GUNTHER évoque le cas d'une réunion d'information syndicale où ils auraient connaissance d'une situation et où ils pourraient intervenir en tant que membre du CHSCT.

Monsieur PAUCHET rappelle que les réunions d'information syndicale sont différentes des visites prévues au titre de la mission du CHSCT. Il demande à Madame GUNTHER sur quel crédit d'heures elle pourrait justifier cette visite.

Madame GUNTHER répond qu'elle exercerait cette visite dans le cadre du droit syndical. Elle cite l'exemple du collège Rimbaud.

Monsieur PAUCHET précise que la collectivité va au-delà du décret en créant des commissions spécialisées avec des moyens et des crédits d'heures. Tout cela doit être organisé.

Madame DELCOMBEL indique qu'on ne peut pas changer de casquette au cours d'une réunion d'information.

Monsieur PAUCHET répond qu'il convient dans ce cas de faire remonter les informations aux commissions spécialisées.

Madame GUNTHER demande si les collègues vont être informés.

Monsieur PAUCHET répond que les visites seront organisées avec le service éducation et avec l'autorisation préalable du chef d'établissement. Il rappelle avec insistance que l'hygiène et la sécurité dans les établissements d'enseignement relèvent de ses prérogatives.

Madame GUNTHER indique que ce projet de règlement vise à rigidifier le système.

Monsieur HURÉ rappelle que l'on ne peut pas fonctionner hors des commissions.

Madame GUNTHER demande que l'on dresse un bilan des 6 premiers mois de fonctionnement.

Monsieur PAUCHET relève qu'avec ce projet de règlement intérieur et le fonctionnement en commissions, les représentants vont participer activement et faire avancer la prévention des risques professionnels.

Madame GUNTHER demande si une autre commission pourrait être créée si besoin.

Monsieur HURÉ relève que les thèmes des commissions sont très larges et balayent de nombreux domaines. Toutefois, si le besoin se faisait sentir, une autre commission pourrait être créée.

Madame GUNTHER évoque le thème de l'agression qui a été rajoutée aux R.P.S.

Monsieur MASSON souhaite savoir si les représentants seront formés.

Monsieur PAUCHET rappelle la formation de 5 jours qui a eu lieu et précise que si cela est nécessaire des formations seront organisées.

Madame RABIER demande que le règlement ne limite pas le nombre de commissions et qu'il soit indiqué « au tant que de besoin ».

Monsieur HURÉ indique qu'il faut bien commencer et le règlement sera adapté si besoin.

Madame GUNTHER souhaite la création d'une commission reclassement afin d'organiser une réflexion sur ce thème.

Monsieur PAUCHET précise que le reclassement est régi par des textes. Il s'interroge sur les attentes de Madame GUNTHER.

Madame GUNTHER estime que certains échecs en terme de reclassement auraient pu être évités.

Monsieur PAUCHET n'est pas opposé à une discussion sur la méthode de reclassement mais pas sur l'examen des situations individuelles. Il ajoute en réponse à la remarque de Madame GUNTHER que les échecs constatés sont sans doute en rapport avec le choix de la collectivité assumé jusqu'à présent d'éviter des situations de licenciement pour inaptitude physique ou de retraite pour invalidité. Il se montre très inquiet sur l'écart constaté entre les besoins des services et les situations individuelles d'aptitude physique des agents.

Monsieur JOMÉ souhaite savoir si le bureau du CHSCT peut être utilisé dans le cas où il y aurait un problème de disponibilité de salle.

Monsieur PAUCHET rappelle que le bureau est dédié au secrétaire du CHSCT et aux syndicats.

Monsieur HURÉ précise que si le bureau est inoccupé, il peut être utilisé.

Monsieur JOMÉ demande si les suppléants peuvent utiliser le bureau.

Monsieur PAUCHET répond que les suppléants peuvent utiliser le bureau.

Madame DELCOMBEL souhaite savoir si les assistants familiaux, membres du CHSCT, peuvent prétendre aux frais de déplacement dans le cadre de leur mission compte tenu de l'absence de véhicule de service.

Monsieur PAUCHET confirme qu'ils peuvent prétendre aux frais de déplacement.

Monsieur JOMÉ évoque les textes relatifs aux 10 jours d'autorisation d'absence pour les membres du CHSCT.

Monsieur PAUCHET indique que ce texte s'applique au CHSCT de la fonction publique d'Etat.

Madame GUNTHER demande que l'on intègre cette disposition au règlement intérieur puisque celui-ci va au-delà des textes.

Monsieur HURÉ relève que l'harmonisation des trois fonctions publiques avait pour but de prendre ce qui est le plus favorable dans chaque fonction publique et de l'appliquer à l'ensemble des fonctions publiques. Or, il se peut qu'à l'avenir ce ne soit plus le cas. Demander d'appliquer les mêmes dispositions que celles fixées pour les représentants du personnel de la fonction publique de l'Etat, à savoir un crédit de 10 jours, reviendrait à mettre en cause les spécificités définies dans le projet de règlement intérieur et notamment la création des commissions thématiques.

Monsieur MASURE indique que si tout est cadré, découpé en heures, le CHSCT ne sera qu'une chambre d'enregistrement.

Monsieur HURÉ précise que même si on est codécideur, il faut tout de même baliser la route.

Madame GUNTHER estime que la gestion des heures va être très compliquée, une véritable usine à gaz. Il vaudrait mieux avoir un forfait d'heures et les enregistrer sous civitas.

Monsieur MASURE fait savoir que le temps de déplacement peut prendre beaucoup de temps.

Monsieur JOMÉ se réfère au code du travail pour indiquer que les nécessités de service ne sont pas opposables.

Monsieur PAUCHET rappelle que le code du travail ne s'applique pas dans ce cas précis.

A la demande des représentants du personnel une suspension de séance est décidée.

Monsieur PAUCHET informe de la composition des commissions thématiques, à savoir :

Commission analyses des accidents et visites de locaux :

Pilote : Laurent BEDDELEM

Représentants de la collectivité : Mmes FONGARNAND, VICONTE et ROTA, M. GRASMUCK

Représentants du personnel : à déterminer

Commission document unique de prévention et plan de prévention, pénibilité :

Pilote : à déterminer

Représentants de la collectivité : Mme ARSANTO et Messieurs LAFFORET, LEVASSEUR et ROBERT

Représentants du personnel : à déterminer

Commission R.P.S et usure professionnelle :

Pilote : à déterminer

Représentants de la collectivité : Messieurs OGIER, PAUCHET, ANDRÉ et GEOFFROY

Représentants du personnel : à déterminer

Le secrétaire est Madame Valérie DELCOMBEL.

Monsieur PAUCHET fait lecture des modifications du règlement intérieur concernant les articles 2,3,6 et 16.

Monsieur HURÉ soumet au vote le projet de règlement intérieur.

Collège représentants employeur : 8 pour

Collège représentants du personnel : 8 contre

Monsieur HURÉ indique que cela fait deux heures que le comité débat, que différentes modifications ont été faites et s'étonne que les représentants du personnel votent contre.

La séance est levée à 16h30.

Le Président,

Benoit HURÉ

Le Secrétaire,

Francis LAFFORET

Le Secrétaire adjoint,

Lydie GANTHER

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX**

Direction des Ressources Humaines

ARRETE N° 2346

**portant prolongation de la validité de la liste d'aptitude du 15 mai 2014
pour l'accès au grade d'attaché territorial**

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL des ARDENNES

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 39 ;

VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

VU la liste d'aptitude établie le 15 mai 2014 pour l'accès au grade d'attaché territorial ;

VU la demande de réinscription sur ladite liste d'aptitude présentée par M. VERITA Alain ;

ARRETE :

Article 1^{er} - La validité de la liste d'aptitude du 15 mai 2014 pour l'accès au grade d'attaché territorial au titre de la promotion interne 2014 est prolongée pour une durée d'un an à compter du 1^{er} juillet 2015 et s'établit comme suit :

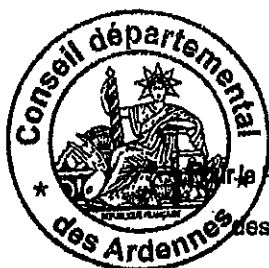
- M. VERITA Alain ;

Article 2 - Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis à Monsieur le Préfet des Ardennes ;
- affiché à l'Hôtel du Département et inséré au recueil des actes administratifs ;
- transmis à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes ;
- notifié à l'intéressé.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 13 juillet 2015



**Le Président
du Conseil Départemental des Ardennes**

Le Président du Conseil départemental
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Benoît HURE

Christiane DUFOSSÉ

AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE



ARRETÉ
Portant délégation de signature

**Le Président de l'Etablissement Public Administratif dénommé Agence Technique
Départementale des Ardennes (ATD08)**

Vu l'article L5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, portant création entre le Département, les Communes et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) des Ardennes, d'un Établissement Public Administratif dénommé : **Agence Technique Départementale des Ardennes (ATD08)**.

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

Vu le code des communes et notamment les articles L 166-1 à L 166-4 et R166-1,

Vu la délibération de l'assemblée générale constituante de l'ATD08 en date du 6 juillet 2015,

Vu les statuts de l'établissement public administratif (ATD08) approuvés lors de cette assemblée générale, et nommant Monsieur Benoît HURE, président de droit,

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno DEDION, Directeur de l'ATD08, à l'effet de signer dans la limite des attributions et compétences de l'établissement public administratif :

- toutes pièces de comptabilité (mandats, titres de perception, ordres de paiement, factures,...) destinées à engager, constater, liquider ou ordonnancer les dépenses et à percevoir les recettes afférentes au budget de l'Agence Technique Départementale des Ardennes (ATD08),

- tous actes, documents administratifs et correspondances de l'ATD08, à l'exception de ceux dont l'importance requiert la signature du Président du Conseil d'Administration de l'ATD08.

Article 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 : Le Président est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, transmis à Monsieur le Préfet des Ardennes, à Monsieur le Receveur, et à Monsieur le Trésorier Payeur Départemental, affiché à l'Agence Technique Départementale des Ardennes et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Article 4 : En l'absence de Monsieur Bruno DEDION, délégation de signature est donnée à Monsieur MIGNEAUX pour les documents techniques excepté ceux dont l'importance requiert la signature du Président du Conseil d'Administration de l'ATD08.

Ampliation transmise à : Monsieur le Préfet des Ardennes et Monsieur le Trésorier Payeur Départemental.

Fait à Charleville-Mézières, le 20.7.2015

Le Président de l'ATD08


Benoît HURE,

DIRECTION DES SOLIDARITES

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services Départementaux

Direction des Solidarités

ARRETE n° 2015-272

Modifiant l'arrêté n° 2015-36 du 20 février 2015
Relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil
« les P'tits loups » de DOUZY

Le PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- VU l'article L. 2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 07 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU la demande de l'Association Familles Rurales en date du 6 juillet 2015 ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de PMI par intérim en date du 7 juillet 2015 ;
- SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1er : L'association Familles Rurales de DOUZY est autorisée à ouvrir un établissement multi-accueil dénommé « Les P'tits Loups » situé au 16 rue de l'Union à DOUZY, pour 16 enfants de 3 mois à 4 ans, répartis comme suit :

I. PERIODE SCOLAIRE

Les lundis, mardis, jeudis et vendredis de :

7 h 30 à 8 h 00 : 11 places

- * 10 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

8 h 00 à 9 h 00 : 16 places

- * 15 places en accueil polyvalent dont **10 places en accueil régulier maximum**
- * 1 place d'urgence

9 h 00 à 17 h 00 : 21 places

- * 20 places en accueil polyvalent dont **10 places en accueil régulier maximum**
- * 1 place d'urgence

17 h 00 à 17 h 30 : 11 places

- * 10 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

17 h 30 à 18 h 00 : 5 places

- * 4 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

II. PERIODE NON SCOLAIRE

Les lundis, mardis, jeudis et vendredis de :

7 h 30 à 8 h 30 : 11 places

- * 10 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

8 h 30 à 16 h 30 : 16 places

- * 15 places en accueil polyvalent dont **10 places en accueil régulier maximum**
- * 1 place d'urgence

16 h 30 à 17 h 30 : 11 places

- * 10 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

17 h 30 à 18 h 00 : 5 places

- * 4 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

III. LE MERCREDI (période scolaire et non scolaire) :

7 h 30 à 8 h 00 : 11 places

- * 10 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

8 h 00 à 17 h 00 : 15 places

- * 14 places en accueil polyvalent dont **10 places en accueil régulier maximum**
- * 1 place d'urgence

17 h 00 à 17 h 30 : 11 places

- * 10 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

17 h 30 à 18 h 00 : 5 places

- * 4 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

IV. Période du 1er au 31 juillet 2015

7 h 30 à 8 h 00 : 3 places

- * 2 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

8 h 00 à 9 h 00 : 8 places

- * 7 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

9 h 00 à 16 h 30 : 16 places

- * 15 places en accueil polyvalent dont **10 places en accueil régulier maximum**
- * 1 place d'urgence

16 h 30 à 17 h 00 : 10 places

- * 9 places en accueil polyvalent
- * 1 place d'urgence

17 h 00 à 18 h 00 : 2 places
 * 1 place en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

La structure est fermée trois semaines pendant l'été et une semaine pendant les vacances de Noël.

Article 2 : Le planning du personnel présent auprès des enfants, devra être adressé au service de Protection Maternelle et Infantile au moins quinze jours avant chaque période de vacances scolaires.

Article 3 : La direction est assurée par Madame Virginie FILAINE, éducatrice de jeunes enfants. Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est constitué de la directrice, d'une éducatrice de jeunes enfants, de deux auxiliaires de puériculture et de quatre CAP Petite Enfance.

Article 4 : Lors de l'absence de la directrice, Madame Aurélie FORT ou Madame Nathalie SOMME, éducatrices de jeunes enfants, assureront la responsabilité de la structure.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association Familles Rurales de DOUZY ainsi qu'à Monsieur le Maire de DOUZY, et publié au Recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

CHARLEVILLE MEZIERES, le 15 juillet 2015

le Président du Conseil Départemental,

Benoît HURÉ

P/Le Président du Conseil départemental
 et par délégation
 le Directeur des Solidarités

Pau GEOFFROY

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services
Départementaux

Direction des Solidarités

ARRETE n° 2015-273

Modifiant l'arrêté n° 2015-46 du 9 mars 2015
Relatif au fonctionnement du multi-accueil « les Moussaillons » à MOUZON

Le PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- VU l'article L. 2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 07 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU la demande de l'Association Familles Rurales en date du 8 juillet 2015 ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de PMI en date du 9 juillet 2015 ;
- SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

A R R E T E

Article 1er : L'association Familles Rurales de DOUZY est autorisée à ouvrir un établissement multi-accueil dénommé « les Moussaillons » situé rue du Canal à MOUZON, pour 18 enfants de moins de 4 ans, répartis comme suit :

I. Les lundis, mardis, jeudis et vendredis :

- 7 h 30 à 8 h 00 : 4 places
 - * 3 places en accueil polyvalent
 - * 1 place d'urgence
- 8 h 00 à 9 h 00 : 8 places
 - * 7 places en accueil polyvalent
 - * 1 place d'urgence
- 9 h 00 à 13 h 00 : 18 places
 - * 17 places en accueil polyvalent
 - * 1 place d'urgence
- 13 h 00 à 16 h 00 : 15 places
 - * 14 places en accueil polyvalent
 - * 1 place d'urgence
- 16 h 00 à 17 h 30 : 6 places
 - * 5 places en accueil polyvalent
 - * 1 place d'urgence

- 17 h 30 à 18 h 30 : 2 places
 * 1 place en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

II. Les mercredis :

- 7 h 30 à 8 h 00 : 4 places
 * 3 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 8 h 00 à 9 h 00 : 6 places
 * 5 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 9 h 00 à 13 h 00 : 10 places
 * 9 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 13 h 00 à 16 h 00 : 8 places
 * 7 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 16 h 00 à 17 h 30 : 6 places
 * 5 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 17 h 30 à 18 h 30 : 2 places
 * 1 place en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

III. Période du 3 au 31 août 2015

- 7 h 30 à 8 h 00 : 2 places
 * 1 place en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 8 h 00 à 9 h 00 : 6 places
 * 5 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 9 h 00 à 16 h 00 : 10 places
 * 9 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 16 h 00 à 17 h 30 : 6 places
 * 5 places en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

- 17 h 30 à 18 h 30 : 2 places
 * 1 place en accueil polyvalent
 * 1 place d'urgence

La structure est fermée trois semaines en été et une semaine pendant les vacances de Noël.

Article 2 : La direction est assurée par Madame Céline TINTELIN, éducatrice de jeunes enfants. Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est constitué d'une éducatrice de jeunes enfants, de deux auxiliaires de puériculture et de quatre CAP Petite Enfance.

Article 3 : Lors de l'absence de la directrice la responsabilité de la structure sera assurée par Madame DEROUEN, éducatrice de jeunes enfants.

Article 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association Familles Rurales de DOUZY ainsi qu'à Monsieur le Maire de MOUZON, et publié au Recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

CHARLEVILLE MEZIERES, le 15 juillet 2015

Le Président du Conseil Départemental

Benoît HURÉ

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITES**

**-----
SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 274

**FIXANT LA DOTATION 2015 DE L'ETABLISSEMENT « EDPAMS SAVS SAMSAH » A BELLEVILLE ET
CHATILLON SUR BAR GERE PAR L'ORGANISME GESTIONNAIRE « EDPAMS »**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Vu l'arrêté 2015-202 en date du 1^{er} juin 2015,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « EDPAMS SAVS SAMSAH » sont autorisées comme suit :

	Montant en €
Charges	637 117,43 €
Produits	506 396,22 €

.../...

Article 2 : Le montant annuel globalisé est arrêté à : **506 396,22 €.**

Les règlements des acomptes seront effectués selon la réglementation en vigueur, le vingtième jour de chaque mois.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « EDPAMS SAVS SAMSAH » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 16/7/2015

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION DES SOLIDARITES

A R R E T E N° 2015-281

Portant constitution de la Commission d'agrément chargée d'émettre
un avis sur les demandes d'agrément des personnes qui souhaitent adopter
un enfant pupille de l'Etat ou un enfant étranger

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU la loi n° 83-663 du 23 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983
relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les
Régions et l'Etat,

VU le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 pris en application de la loi susvisée,

VU la convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en
matière d'adoption internationale,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L 225-1 à
L 225-10,

VU le décret n° 85-937 du 23 août 1985 modifié, relatif au Conseil de famille des
pupilles de l'Etat,

VU le décret n° 98-771 du 1^{er} septembre 1998 relatif à l'agrément des personnes qui
souhaitent adopter un enfant pupille de l'Etat ou un enfant étranger,

VU l'arrêté DDCSPP/ILVEC 2015-319 en date du 9 juin 2015 de Monsieur le Préfet
des Ardennes portant composition du Conseil de famille des pupilles de l'Etat,

VU l'arrêté n° 2013-342 en date du 4 novembre 2013 portant constitution de la
Commission d'Agrément chargée d'émettre un avis sur les demandes des personnes
qui souhaitent adopter un enfant pupille de l'Etat ou un enfant étranger,

VU les courriers en date du 24 Juillet 2015 de Mesdames RUTTERS Frédérique et
ROY Sylvie, responsables de la mission Enfance parentalité Protection de l'Enfance
sur les territoires Sedanais et Charleville-Mézières Centre Ardennes,

Sur proposition de Madame le Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté 2013-342 en date du 4 novembre 2013 est abrogé.

ARTICLE 2 : En application de l'article 9 du décret n° 98-771 du 1^{er} septembre 1998 susvisé, la Commission chargée d'émettre un avis sur les demandes d'agrément des personnes qui souhaitent adopter un enfant pupille de l'Etat ou un enfant étranger est constituée comme suit :

**PERSONNES EXERCANT DES MISSIONS
D'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE**

TITULAIRES

Mme LAURENT Catherine
Responsable de la Politique Sociale
Enfance Parentalité
Protection de l'Enfance

Mme RUTTERS Frédérique
Responsable de la mission
Enfance Parentalité
Protection de l'Enfance
Territoire Sedanais

Mme RADOMEK Françoise
Educatrice Spécialisée
Territoire du Sedanais

SUPPLEANTS

Mr GARDEUX Jérôme
Responsable adjoint de la
Politique Sociale Enfance
Parentalité- Protection de
l'Enfance

Madame ROY Sylvie
Responsable de la mission
Enfance Parentalité
Protection de l'Enfance
Territoire Charleville Mézières
Centre Ardennes

Mme VERDENAL Anne
Assistante de service social
Territoire du Sedanais

MEMBRES DU CONSEIL DE FAMILLE DES PUPILLES DE L'ETAT

TITULAIRE

Mme VARET Françoise
Représentante des Associations Familiales

Mme GENDRE Joëlle
Représentante des pupilles de l'Etat

SUPPLEANT

M. VARET Jean-Louis
Représentant des Associations Familiales

Mme Monique DESWAEVE
Représentante des pupilles de l'Etat

PERSONNALITE QUALIFIEE DANS LE DOMAINE
DE LA PROTECTION SOCIALE ET SANITAIRE DE L'ENFANCE

TITULAIRE

Mme le Dr DUFOSSÉZ Nicole
Pédiatre

SUPPLEANT

Mme le Dr HABERKORN Mireille
Pédopsychiatre

ARTICLE 3 : La présidence de cette Commission est assurée par Mme LAURENT Catherine et en cas d'absence par, par Mr GARDEUX Jérôme.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le

24 JUIL. 2015

Le Président du Conseil départemental


Benoit HURÉ

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITES**

**-----
SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 282

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « EHPAD CCAS » A CHARLEVILLE MEZIERES
GERE PAR L'ORGANISME GESTIONNAIRE « CCAS CHARLEVILLE-MEZIERES »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « EHPAD CCAS » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	2 245 736,29 €
	Section Dépendance	561 852,63€
Produits	Section Hébergement	2 213 518,73 €
	Section Dépendance	586 517,94 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 août 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

- Section Hébergement : Résultat de 32 217,56 €
- Section Dépendance : Résultat de -24 665,31 €.

Article 3 : Pour les résidents de plus de 60 ans, les prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD CCAS » sont fixés comme suit :

- **52,11 €** en régime commun et pour les petites chambres,
- **58,83 €** en régime particulier.

Article 4 : Pour les résidents de moins de 60 ans, les prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD CCAS » sont fixés comme suit :

- **70,30 €** en régime commun et pour les petites chambres,
- **77,01 €** en régime particulier.

Article 5 : Les tarifs dépendance de l'établissement « EHPAD CCAS » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	26,11 €
GIR 3-4	16,42 €
GIR 5-6	6,93 €

Article 6 : Le prix de journée des accueils permanents et temporaires Alzheimer de l'établissement « EHPAD CCAS » est fixé à **63,69 €**.

Article 7 : Les tarifs dépendance des accueils permanents et temporaires de l'Unité Alzheimer de l'établissement « EHPAD CCAS » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	27,15 €
GIR 3-4	17,07 €
GIR 5-6	7,20 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **360 288,90 €**.

Article 8 : Le prix de journée de l'accueil de jour de l'Unité Alzheimer de l'établissement « EHPAD CCAS » est fixé à **41,11 €**.

Article 9 : Les tarifs dépendance de l'accueil de jour de l'Unité Alzheimer de l'établissement « EHPAD CCAS » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	18,27 €
GIR 3-4	11,49 €
GIR 5-6	4,85 €

Article 10 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 3, 4, 6 et 8.

Article 11 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 12 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « EHPAD CCAS » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 27/07/2015

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

**SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 283

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « EHPAD MARIE BLAISE » A SIGNY LE PETIT GERE
PAR L'ORGANISME GESTIONNAIRE « EHPAD MARIE BLAISE »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « EHPAD MARIE BLAISE » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	1 130 737,61 €
	Section Dépendance	311 222,74€
Produits	Section Hébergement	1 171 611,27 €
	Section Dépendance	320 374,69 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 août 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

- Section Hébergement : Résultat de -40 873,66 €,
- Section Dépendance : Résultat de -9 151,95 €.

Article 3 : Les tarifs dépendance de l'établissement « EHPAD MARIE BLAISE » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	17,67 €
GIR 3-4	11,57 €
GIR 5-6	4,90 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **189 354,48 €**.

Article 4 : Pour les résidents de plus de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD MARIE BLAISE » est fixé à **52,98 €**,

Article 5 : Pour les résidents de moins de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD MARIE BLAISE » est fixé à **66,96 €**,

Article 6 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 4 et 5.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « EHPAD MARIE BLAISE » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 27/7/2015

Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY